



HAL
open science

Les Députés du Nord de l'Angleterre et la question constitutionnelle écossaise : entre crainte et résignation

Edwige Camp-Piétrain

► To cite this version:

Edwige Camp-Piétrain. Les Députés du Nord de l'Angleterre et la question constitutionnelle écossaise : entre crainte et résignation. *Revue française de civilisation britannique*, CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique, 2020, 25 (2), 10.4000/rfcb.5444 . hal-03697716

HAL Id: hal-03697716

<https://hal-uphf.archives-ouvertes.fr/hal-03697716>

Submitted on 17 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License



Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XXV-2 | 2020

Revisiting the UK's North-South Divide: The Changing Face of the North

Les Députés du Nord de l'Angleterre et la question constitutionnelle écossaise : entre crainte et résignation

MPs from the North of England and the Scottish Constitutional Issue: between Fear and Resignation

Edwige Camp-Pietrain



Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/rfcb/5444>

DOI: 10.4000/rfcb.5444

ISSN: 2429-4373

Publisher

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Brought to you by Université Polytechnique Hauts-de-France



Electronic reference

Edwige Camp-Pietrain, "Les Députés du Nord de l'Angleterre et la question constitutionnelle écossaise : entre crainte et résignation", *Revue Française de Civilisation Britannique* [Online], XXV-2 | 2020, Online since 25 May 2020, connection on 17 June 2022. URL: <http://journals.openedition.org/rfcb/5444> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/rfcb.5444>

This text was automatically generated on 29 September 2020.



Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les Députés du Nord de l'Angleterre et la question constitutionnelle écossaise : entre crainte et résignation

MPs from the North of England and the Scottish Constitutional Issue: between Fear and Resignation

Edwige Camp-Pietrain

Introduction

Depuis les années soixante-dix, la question constitutionnelle écossaise constitue un enjeu politique. Jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix, le principe de dévolution du pouvoir à l'Écosse était discuté. Depuis la création d'institutions dévolues en 1999, les controverses sont centrées sur le périmètre de leurs compétences. Les députés du Nord de l'Angleterre à la Chambre des Communes, particulièrement vigilants, ont critiqué ces réformes, même si les souhaits de la majorité de leurs collègues écossais, censés refléter les désirs de la population locale, ont finalement prévalu. Avec l'arrivée au pouvoir du SNP en 2007, est venu se superposer un autre débat, autour de l'accession de l'Écosse à l'indépendance, source de nouvelles polémiques.

Cette étude repose principalement sur l'analyse de débats à la Chambre des Communes (tableau 9). Les premiers, entre 1976 et 1978, ont porté sur un *Scotland and Wales Bill*, abandonné en février 1977 sous la pression du Parlement, puis sur un *Scotland Bill*. Celui-ci, qui devait devenir le *Scotland Act* de 1978, n'entra pas en vigueur car il ne fut pas endossé par un seuil minimal de 40 % des électeurs inscrits lors du référendum du 1^{er} mars 1979. La dévolution apparaissait alors comme un compromis destiné à endiguer la percée du SNP, indépendantiste, aux élections de février et surtout d'octobre 1974. Le deuxième groupe de débats, préalables au *Scotland Act* de 1998, fut bref car il avait été précédé, le 11 septembre 1997, d'un référendum fondé sur un projet

plus représentatif de la volonté du peuple, élaboré par une Convention constitutionnelle écossaise (associant Travailleurs, Libéraux-démocrates et société civile) entre 1989 et 1995. La troisième série eut lieu entre 2009 et 2012, à partir du rapport de la Commission Calman (rassemblant Travailleurs, Libéraux-démocrates et Conservateurs), pour aboutir au *Scotland Act* de 2012. La quatrième série, entre 2012 et 2014, a concerné les conséquences du référendum d'autodétermination du 18 septembre 2014 voulu par le SNP arrivé au pouvoir au sein des institutions dévolues et concédé par le Premier ministre David Cameron. À l'issue de cette consultation s'est engagé un débat de deux ans, autour des conclusions de la Commission Smith (comprenant Travailleurs, Libéraux-démocrates et Conservateurs, mais aussi le SNP et les Verts), qui furent à l'origine du *Scotland Act* de 2016. Les résultats du référendum britannique du 23 juin 2016, en faveur du Brexit, ont ouvert une nouvelle étape, contre la volonté des élus écossais cette fois.

Cet article vise à mettre en évidence, au-delà des réticences des députés du Nord¹ à l'égard des réformes constitutionnelles écossaises, l'évolution de leurs arguments tant à l'égard de ces dernières que de leurs répercussions sur le reste du royaume, ainsi que les craintes particulières dans le voisinage immédiat de la frontière.

Un regard critique sur les réformes écossaises

Les députés du Nord de l'Angleterre portent un regard critique sur les réformes constitutionnelles écossaises, pour des raisons économiques non dénuées d'émotion.

Le primat de l'économie

Lors de chaque débat relatif à la dévolution, les députés du Nord de l'Angleterre de tous bords ont fustigé les conséquences économiques des réformes sur leurs propres circonscriptions. Dans les années soixante-dix, ils perçurent la dévolution comme un moyen de contrer le déclin des industries lourdes. Or, l'Écosse semblait déjà privilégiée s'agissant de la répartition des dépenses publiques au sein du Royaume-Uni, comme le fit valoir Richard Wainwright (libéral, Colne Valley), dès 1976 (tableau 1)². Cela lui paraissait d'autant plus injuste que les taux de chômage au Nord-Ouest de l'Angleterre et en Écosse étaient comparables. Selon Leon Brittan (conservateur, Cleveland & Whitby), l'Assemblée écossaise, financée par une dotation britannique préservant ces privilèges, pourrait mener des politiques économiques adaptées aux besoins locaux³. Le Nord de l'Angleterre risquait d'être délaissé par les investisseurs, ce qui justifiait l'intervention de députés anglais dans les débats selon Eric Ogden (Liverpool, West Derby)⁴. En raison de l'impact potentiel de la dévolution sur leurs propres administrés, ces élus ne pouvaient souscrire aux arguments de George Reid (SNP), qui, sans nier les similitudes entre les difficultés des régions septentrionales, prétendait que l'Écosse devait disposer de ses institutions pour les traiter parce qu'elle constituait une nation⁵.

Le gouvernement travailliste de James Callaghan répondit à ces craintes en confiant au secrétaire d'État à l'Écosse un droit de regard sur les quelques compétences économiques devant être dévolues à l'Assemblée, telle la tutelle de la *Scottish Development Agency*, afin d'éviter une application divergente des politiques britanniques, en particulier la politique régionale à laquelle les élus étaient attachés (William Elliott, Newcastle)⁶. L'Assemblée écossaise serait dépourvue de tout pouvoir

fiscal, même sur les impôts locaux (prélevés par les collectivités territoriales). Mais la progression de sa dotation annuelle, indexée sur les dépenses publiques anglaises, serait garantie par la formule Barnett⁷.

Le Parlement écossais finalement créé en 1999 était doté de pouvoirs fiscaux très réduits (sur la fiscalité locale). Les *Scotland Act* de 2012 et 2016 ont étendu ceux-ci, en particulier à l'impôt sur le revenu⁸, ce qui a fait réagir les députés du Nord. David Mowat (conservateur, Warrington South) dénonça le maintien de la formule Barnett qui fige l'avantage de l'Écosse (tableaux 2 et 3)⁹. Or, son PIB par habitant, autrefois proche du Nord du Royaume-Uni, avait progressé pour se rapprocher de la moyenne britannique (tableau 4). Le taux d'activité et les salaires moyens dépassaient également celle-ci (tableau 5). L'avantage accordé à l'Écosse relevait davantage de considérations politiques que de justifications économiques. De plus, certains députés s'inquiétèrent des conséquences de ces pouvoirs fiscaux pour leur région. En effet, le gouvernement écossais du SNP ayant l'intention d'abaisser la taxe aéroportuaire avant de la supprimer, Kevan Jones (travailleuse, North Durham) estima que cela nuirait à l'aéroport de Newcastle, générateur de 8000 emplois¹⁰.

De plus, des Travailleuses mirent en avant une critique les distinguant de leurs adversaires conservateurs, la menace de la dévolution pour l'unité de la classe ouvrière. Comme le souligna Eric Heffer (Liverpool, Walton) en 1977, les Écossais disposeraient de moyens de concevoir leurs propres politiques, alors qu'ils ne pouvaient évoquer une quelconque oppression à leur détriment, justifiant un traitement particulier¹¹. John Mendelson en voulait pour preuve le manque d'enthousiasme des syndicats¹². Cependant, ces arguments, qui n'avaient jamais été prééminents dans des débats parlementaires plus axés sur les conséquences concrètes des réformes, se sont estompés après 2010 face aux politiques britanniques d'austérité. En 2015, parmi les Travailleuses, seul Ian Lavery (Wansbeck) se risqua encore à évoquer la classe ouvrière mais Eilidh Whiteford (SNP) lui rétorqua que le STUC était désormais partisan de la dévolution du droit du travail¹³.

La perspective de l'accession à l'indépendance ne rassurait pas pour autant les élus du Nord¹⁴. Guy Opperman (conservateur, Hexham) se fit l'écho de l'inquiétude des acteurs économiques du Nord-Est. Phil Wilson (travailleuse, Sedgefield) évoqua l'impôt sur les sociétés, que le gouvernement SNP promettait de réduire afin de créer un avantage comparatif¹⁵. Mais il ajouta que les effets délétères seraient également ressentis en Écosse car les sites de Dalryell et Clydebank transformaient de l'acier provenant de Scunthorpe, tandis que les plateformes installées en mer du Nord étaient construites au Nord-Est¹⁶.

Néanmoins, dans ces débats, certains députés du Nord de l'Angleterre soulignèrent, non sans soulagement, qu'avec de nouveaux pouvoirs fiscaux (dans le cadre de la dévolution ou de l'indépendance), le Parlement écossais serait davantage responsable de ses décisions. Or, le SNP entendait augmenter les dépenses publiques, en les finançant par une hausse d'activité générée par les baisses d'impôts. Mais les députés anglais, tels Phil Wilson et John Stevenson (conservateur, Carlisle)¹⁷, qui doutaient de la crédibilité de ce raisonnement, anticipaient des hausses d'impôts peu populaires.

La montée en puissance de l'émotion

Les députés du Nord de l'Angleterre ont également manifesté de l'émotion à la perspective de réformes constitutionnelles les éloignant de leur voisin.

D'une part, ils ont exprimé leurs craintes pour le Royaume-Uni et l'identité britannique, élément fédérateur au-delà des particularismes nationaux. Dès 1976, Eric Heffer estimait que la dévolution du pouvoir constituerait une première étape vers le démantèlement du Royaume-Uni. Il s'appuyait pour cela sur l'optimisme des députés nationalistes¹⁸. Selon John Mendelson (travailliste, Pennistone), le SNP n'aurait de cesse de dénoncer les dysfonctionnements de la dévolution pour justifier l'indépendance¹⁹. Les députés du Nord se sentaient britanniques et souhaitaient continuer à s'établir librement en divers endroits du royaume, une faculté prisée par Kenneth Tomas (travailliste, Huddersfield West)²⁰.

Par la suite, ces arguments se raréfièrent à propos de la dévolution. En 1997, le conservateur Stephen Day (Cheadle) se trouva isolé lorsqu'il s'insurgea contre la possibilité laissée à une composante de bouleverser l'ensemble²¹.

Les polémiques se cristallisèrent alors autour de l'indépendance. Pour les députés du Nord, cette dernière signifierait l'apparition d'une frontière, mettant fin, selon Phil Wilson, à une histoire économique et sociale commune, à une identité politique distincte (hostile aux Conservateurs)²². Les milliers de personnes devant franchir cette frontière quotidiennement pour raisons professionnelles seraient pénalisées.

D'autre part, les députés du Nord de l'Angleterre se sont indignés d'être mis devant le fait accompli par les gouvernements britanniques successifs.

En 1975, le gouvernement de Harold Wilson tentait de contenir la percée électorale du SNP, en proposant un projet de dévolution qui n'avait pas été formellement approuvé par le Congrès du Parti travailliste, ce que regrettait Heffer²³. Cela engendra, chez lui comme chez ses collègues, un conflit de loyauté²⁴. Certains fustigèrent des réponses hâtives et peu convaincantes, ne relevant pas du socialisme, voire même allant à l'encontre de cette idéologie en suscitant des divisions. Ce fut le cas de Kenneth Lomas (Huddersfield West) en 1977²⁵, ou d'Eric Ogden (Liverpool, West Derby) un an plus tard²⁶. En février 1977, les députés du Nord coordonnèrent leur rébellion pour faciliter le rejet de la motion de guillotine, laquelle devait entraîner l'abandon du *Scotland and Wales Bill*. Alors qu'ils ne représentaient que 9 % de leur groupe, ils constituèrent 18 % des travaillistes votant contre le texte, et 25 % des abstentionnistes²⁷.

Cependant, les députés travaillistes hostiles à la dévolution étant parvenus à imposer un référendum post-législatif, une première dans l'histoire britannique, Lomas indiqua en février 1978 qu'il souhaitait l'adoption du projet, afin de laisser le peuple trancher²⁸. Nombre d'élus avaient l'intention de cautionner le texte gouvernemental, avant de mener campagne contre la dévolution dans un deuxième temps.

Au cours des décennies suivantes, les députés du Nord de l'Angleterre furent dans l'incapacité de s'opposer aux projets de loi à l'origine des *Scotland Act* de 1998, 2012 et 2016, ou même de les amender. Fondés sur des recommandations de commissions écossaises multipartites, avec le soutien des partis britanniques, ces textes recueillirent un assentiment unanime en dernière lecture. Cela n'empêcha par certains élus travaillistes de manifester des mouvements d'humeur, critiquant tantôt le serment²⁹ à l'origine de la Commission Smith, prêté quelques jours avant le référendum d'autodétermination, par des dirigeants britanniques aux abois, en raison de sondages

indiquant une possible victoire de l'indépendance (David Anderson, Blaydon)³⁰, tantôt la dévolution de compétences ne figurant pas dans le rapport Smith, telle la gestion de l'avortement (Yvette Cooper, Normanton, craignant de ce fait une régression des droits des femmes)³¹. Ils accordaient peu de crédit à la promesse de Cameron selon laquelle cette nouvelle étape de la dévolution ne s'effectuerait pas aux dépens du Nord³².

De même, les députés anglais n'avaient pu faire obstacle au référendum d'autodétermination à cause de l'accord signé par Cameron et Alex Salmond, *First Minister* écossais, le 15 octobre 2012. Ils furent invités à endosser le règlement autorisant cette consultation, sans pouvoir l'amender. Néanmoins, Rory Stewart (conservateur, Penrith & the Border), s'étonna de l'absence de cadre juridique fixant une majorité qualifiée³³. Cette impuissance a donné lieu à une volonté de rééquilibrage.

Une volonté de rééquilibrage

Certains députés, à la recherche d'un rééquilibrage sur le plan institutionnel, se font entendre depuis le référendum d'autodétermination. Mais ils doivent veiller à ne pas aliéner les Écossais parce qu'ils demeurent attachés à l'unité du royaume.

Les tentatives de décentralisation en faveur du Nord de l'Angleterre

Dans les années soixante-dix, l'autonomie du Nord n'était pas à l'ordre du jour. La Commission Kilbrandon, chargée par le gouvernement Wilson d'examiner les questions constitutionnelles, réservait à l'Écosse une modalité avancée de dévolution (législative) ; les régions anglaises (fixées à cinq) pourraient au mieux (selon le rapport minoritaire) bénéficier d'une dévolution exécutive, leur permettant d'adapter aux besoins locaux les lois votées au Parlement britannique³⁴. Ainsi, lors des débats consacrés à la dévolution, rares étaient les députés travaillistes s'intéressant au sort des régions anglaises, tels l'Écossais John Mackintosh (Berwick & East Lothian) qui envisageait sept conseils régionaux en Angleterre et des assemblées dans les nations³⁵, ou l'Anglais Arthur Blenkinsop (South Shields), partisan d'organismes régionaux élus et d'agences de développement³⁶. En 1978, seuls deux députés prirent part à un congrès sur ce sujet à Manchester, Austin Mitchell (travailliste, Grimsby) et Richard Wainwright (libéral, Colne Valley)³⁷.

Leur position évolua à la fin des années quatre-vingt, en réaction aux politiques néolibérales et centralisatrices de Margaret Thatcher. À l'issue des élections à la Chambre des Communes de 1987, les Travaillistes, forts d'un total de 156 députés dans les trois régions septentrionales anglaises et en Écosse, contre 64 aux Conservateurs, portèrent des aspirations décentralisatrices. Giles Radice (Durham North) publia une proposition de loi visant à instaurer une assemblée régionale et une *northern development agency*³⁸. Comme le reconnut son collègue Jack Thompson (Wansbeck), les revendications des Écossais ne leur paraissaient plus antagonistes mais complémentaires de leurs préoccupations. Certains furent même tentés par une *Campaign for a North-East Assembly* sur le modèle de la campagne écossaise éponyme qui avait donné naissance à la Convention constitutionnelle³⁹. Mais le gouvernement de John Major se contenta de déconcentrer le pouvoir (en instaurant des *government offices* dans les régions), tout en rattachant Cumbria au Nord-Ouest, contre la volonté des élus locaux.

Dans les années 2000, Tony Blair (Sedgefield), Premier ministre, et John Prescott (Hull), numéro deux du gouvernement, projetaient une extension de la dévolution, diversement accueillie. Les députés travaillistes du Nord de l'Angleterre approuvèrent la mise en place de *Regional Development Agencies* (RDA), les agences galloise et écossaise (rebaptisée *Scottish Enterprise*) ayant prouvé leur efficacité pour compenser le déclin des industries lourdes par une action proactive. Ces RDA étaient supervisées par des organes composés de membres nommés, peu démocratiques. Pourtant, les députés du Nord se méfièrent de l'Assemblée conçue pour le Nord-Est, car ses compétences, limitées, n'étaient pas articulées à celles des collectivités territoriales⁴⁰. Ils s'impliquèrent peu dans la campagne référendaire de novembre 2004, hésitant à coopérer avec d'autres partis et avec la société civile. Ils ne s'offusquèrent pas du rejet sans appel de l'électorat.

À partir de 2010, le gouvernement Cameron abolit les RDA, au grand dam des élus travaillistes, au profit de *Local Enterprise Partnerships* (LEP) centrés sur les besoins locaux et les acteurs privés. Il entendait confier certaines compétences à des maires élus dans des grandes métropoles et à des groupes de collectivités territoriales travaillant avec les LEP pour attirer les investisseurs, étendant ainsi des processus engagés par Blair. L'un des objectifs, l'émergence progressive d'une « *Northern Powerhouse* », permit aux députés du Nord d'accepter plus facilement les deux *Scotland Bills* en discussion. Cependant, si John Stevenson (conservateur, Carlisle) avait toute confiance dans son gouvernement pour développer ces projets⁴¹, les Travaillistes dénoncèrent une réforme imposée par le pouvoir central (David Anderson, député de Blaydon, appelant à une concertation sur le modèle écossais), ainsi qu'une dévolution axée sur les grandes villes (Sue Hajman, députée de Workington, soulignant que l'ouest de Cumbria avait peu d'affinités avec Manchester)⁴². Mais, en 2016, les sept collectivités territoriales du Nord-Est, réunies au sein d'une « *combined authority* » pour gérer le transport et la formation, durent renoncer à la dévolution d'autres compétences, faute d'accord entre elles.

La réévaluation de la représentation de l'Écosse au sein des institutions centrales

Le rééquilibrage affecte également les institutions centrales. La question dite de West Lothian était la plus controversée depuis 1977. Soulevée à maintes reprises par Tam Dalyell (député de la circonscription éponyme), elle portait sur le sort des députés écossais à la Chambre des Communes après la dévolution. Tout en conservant les mêmes pouvoirs que les autres députés, ils n'auraient plus à connaître des domaines dévolus. Dans les années soixante-dix, les élus du Nord redoutaient cet affaiblissement de leurs collègues travaillistes (Ogden, Liverpool, West Derby⁴³). Dans les années 2000, les députés anglais étaient plutôt enclins à dénoncer l'anomalie permettant aux Écossais de continuer à se prononcer sur tous les sujets anglais. La suppression de 13 des 72 députés écossais, entrée en vigueur en 2005, ne leur suffit pas. Au lendemain du référendum de 2014, Cameron se vanta de proposer une véritable réponse, en réduisant l'influence des députés écossais sur les projets de loi anglais discutés à la Chambre des Communes. Il s'agissait d'atténuer la voix de l'Écosse, mais aussi de ses élus, majoritairement travaillistes (puis SNP à partir de 2015). C'est ce que dénoncèrent les députés travaillistes du Nord lors des débats sur la modification du règlement de la Chambre des Communes. Nic Dakin (Scunthorpe) anticipait l'apparition de deux catégories de députés, susceptible de transformer le Parlement britannique, socle

commun, en Parlement anglais⁴⁴, peu sensible aux intérêts de sa région. Ed Miliband (Doncaster North) s'accorda avec Salmond -fait exceptionnel- pour souligner la difficulté à identifier des textes anglais⁴⁵. Mais ces élus se préoccupaient surtout de l'avenir de leur parti, privé du soutien des députés écossais. Inversement, les Conservateurs appuyèrent leur gouvernement. Selon Paul Maynard (Blackpool North & Cleveleys), les citoyens anglais devaient s'assurer de l'approbation, par leurs députés, des textes de loi les concernant, même si, en dernière lecture, ces derniers devraient recueillir une double majorité, de députés anglais et de députés britanniques⁴⁶. Sur ce sujet, la solidarité partisane l'emporta sur toute solidarité régionale.

La place de la voix écossaise à la Chambre des Communes se pose avec une nouvelle acuité à la suite du référendum du 23 juin 2016 qui a engendré des résultats opposés en Écosse et en Angleterre. Les députés du Nord-est de l'Angleterre ont pris acte du vote en faveur de la sortie de l'UE de la quasi-totalité de leurs circonscriptions, tout en s'inquiétant pour leur avenir économique. En effet, comme ils l'ont fait valoir en octobre 2016, près de 60 % des exportations du Nord-est sont destinées à l'UE (une proportion nettement plus élevée que la moyenne britannique), leur région était la seule à enregistrer un excédent commercial. Deux députés SNP ont pris part à ce débat, affichant une solidarité⁴⁷ qui n'était pas désintéressée. L'Écosse ayant voté contre le Brexit, le SNP pressait le gouvernement de Theresa May de maintenir des relations étroites avec l'UE, au moins pour certains secteurs (l'industrie automobile du Nord) et certaines nations (l'Écosse). Cette revendication s'est faite plus insistante quelques jours plus tard, Nissan ayant reçu des garanties du gouvernement britannique⁴⁸.

Cependant, cette unité semble avoir été de courte durée. En janvier 2017, May a opté pour un *hard Brexit* impliquant une sortie du marché unique et de l'union douanière pour l'ensemble du Royaume-Uni, en promettant de consulter les gouvernements des nations. Catherine McKinnell (travailleuse, Newcastle) a alors sollicité un dialogue associant toutes les parties du royaume, même celles qui sont dépourvues de représentations institutionnelles⁴⁹. Mais Joanna Cherry (SNP) a préféré se focaliser sur le projet détaillé du gouvernement écossais de Nicola Sturgeon, lequel proposait notamment un maintien de l'Écosse dans le marché unique⁵⁰. Or, en mars, cette dernière, confrontée à la fin de non-recevoir du gouvernement britannique, a affirmé n'avoir d'autre choix que de réclamer un second référendum d'autodétermination, les institutions centrales devenant incapables de représenter sa nation. Les évolutions constitutionnelles écossaises sont particulièrement sensibles autour de la frontière.

La peur d'une frontière aux abords du mur d'Hadrien

Les territoires frontaliers présentant de nombreuses convergences, leurs élus ont des réactions plus vives à la perspective de réformes écossaises.

Une grande proximité politique et socio-économique

Les députés anglais des circonscriptions frontalières ont la même étiquette partisane que leurs voisins écossais : ils sont conservateurs ou libéraux-démocrates, ce qui facilite le dialogue. Penrith and the Border et Hexham sont fidèles aux premiers depuis 1945-1950. Berwick-upon-Tweed, fief libéral/libéral-démocrate, est devenu conservateur en 2015. Côté écossais, Berwickshire, Roxburgh & Selkirk (anciennement

Roxburgh), à l'est, était libéral-démocrate (après avoir intégré Berwick & East Lothian, siège travailliste). Il a eu un député SNP en 2015, moins par adhésion à ce parti, peu prisé dans la région⁵¹, qu'en signe de protestation contre les politiques britanniques d'austérité, avant d'être conquis par les conservateurs en 2017. Dumfriesshire, Clydesdale & Tweeddale (ex-Dumfries), à l'ouest, est conservateur ; il n'a été représenté par un travailliste qu'entre 1997 et 2005, dans une période d'impopularité d'un parti perçu comme anglais.

Qui plus est, l'électorat de ces députés souhaite maintenir des liens étroits. Les Écossais du sud se sont montrés peu enthousiastes à l'égard des réformes institutionnelles (tableau 6). Ils ont repoussé la dévolution en 1979 et l'indépendance en 2014 dans des proportions supérieures à la moyenne écossaise. En 1997, leur approbation de la dévolution était mitigée, Dumfries & Galloway rejetant même les pouvoirs fiscaux du Parlement écossais. Par ailleurs, sur la question européenne, les électeurs frontaliers ont évolué de concert : si, en 1975, ils étaient plus europhiles que ceux de leurs nations respectives, en 2016, ils étaient devenus plus eurosceptiques que ces dernières.

Cette proximité se retrouve sur le plan socio-économique, tout au long de la période étudiée (tableaux 7 et 8)⁵². Les territoires frontaliers ont un taux de chômage inférieur à la moyenne britannique, mais ils offrent des salaires plus faibles et comptent davantage de retraités. Les collectivités et circonscriptions anglaises sont toutefois plus dynamiques, en particulier à l'ouest.

Une sensibilité particulière aux réformes écossaises

S'agissant de la dévolution, les élus ont veillé à rassurer les frontaliers. Les Libéraux-démocrates, qui avaient plébiscité les projets⁵³, tentèrent de prévenir les tensions. En 1998, lors de l'adoption définitive du *Scotland Bill*, Archy Kirkwood (Tweeddale), Michael Moore (Roxburgh) et Alan Beith (Berwick-upon-Tweed) organisèrent un bref débat pour appeler à faire cause commune auprès du gouvernement britannique afin de traiter les difficultés socio-économiques⁵⁴. Cependant, dès qu'il fut question d'accorder des pouvoirs fiscaux substantiels au Parlement écossais, Beith, fustigea le maintien de la formule Barnett⁵⁵.

Ils se préoccupèrent aussi de la frontière entre Angleterre et Écosse. Le tracé terrestre n'étant plus contesté depuis le XV^e siècle, il n'a pas constitué un enjeu. Seule la ville de Berwick, qui a changé treize fois de nationalité, aurait quelque raison de solliciter son rattachement à l'Écosse, en raison de la négligence de l'Angleterre, comme l'avait suggéré John Mackintosh (travailliste, Berwick & East Lothian)⁵⁶. En revanche, la frontière maritime était une source potentielle de conflit, en raison de la dévolution du secteur de la pêche. En mars 1999, les députés endossèrent la délimitation conçue par le gouvernement britannique. Cependant, comme celle-ci dérogeait aux règles du droit international à deux endroits, pour des raisons pratiques, rompant ainsi avec la pratique coutumière de l'application du droit écossais, Beith invita à la prudence, estimant que ce précédent pourrait être contesté par le SNP⁵⁷. Celui-ci a effectivement protesté au Parlement écossais, sans résultat, mais à son arrivée au pouvoir, il a évité toute polémique⁵⁸.

En ce qui concerne l'indépendance de l'Écosse, les élus frontaliers ont manifesté leur opposition viscérale de diverses manières.

Tout d'abord, appuyés par leurs collègues du sud de l'Écosse, Moore et David Mundell (Dumfriesshire), ministres au *Scottish Office* dans le gouvernement de coalition de Cameron, ils ont dénoncé le retour d'une frontière. Guy Oppernam (conservateur, Hexham) évoqua les problèmes de devise et d'immigration⁵⁹. Rory Stewart, Écossais installé en Angleterre, laissa libre cours à son émotion, soulignant que la moitié des appels téléphoniques passés depuis la ville de Carlisle était à destination de l'Écosse⁶⁰. Faute d'institutions communes, ces liens se distendraient de manière irrémédiable.

Par ailleurs, ces députés saluèrent l'initiative des cinq conseils frontaliers en faveur d'une stratégie transfrontalière, réaliste (tourisme, transports) destinée à consolider les liens. Lors des auditions par la commission des Affaires écossaises à la Chambre des Communes, Beith appela à surmonter les problèmes administratifs, John Stevenson (Carlisle) proposant même une agence de développement commune⁶¹.

Ensuite, Rory Stewart, frustré par l'inertie de ses collègues, lança un appel au peuple, incité à manifester son rejet d'une indépendance qui ne réglerait nullement la perception de l'indifférence de Londres (commune aux Anglais du Nord et aux Écossais) et d'Édimbourg⁶². Il invita les citoyens à former, le 19 juillet, une chaîne humaine le long du mur d'Hadrien marquant la limite septentrionale de l'avancée des Romains. Celui-ci, tout comme la frontière actuelle entre Angleterre et Écosse, qui constituaient des créations humaines, ne pouvaient occulter un passé commun. Il espérait réunir 100 000 personnes. Il opta finalement pour un pique-nique destiné à poser les fondations d'une construction en pierre (*cairn*) près de Gretna, matérialisant le respect et l'affection entre les deux peuples. Chacun pouvait apporter sa contribution et la personnaliser. Stewart visait un édifice de trois mètres, mais, avec ses 130 000 pierres, il ne dépassa pas le tiers de cet objectif⁶³.

Enfin, les élus résistèrent aux tentatives de séduction des dirigeants SNP qui cherchaient à positionner l'Écosse comme un centre de pouvoir concurrent de celui de Londres. George Reid avait amorcé cette approche en 1976⁶⁴. Depuis lors, la capitale avait affirmé sa domination sur le plan économique et financier. Salmond assura que la croissance économique résultant de l'indépendance de sa nation profiterait à ses voisins, en faisant émerger un pôle septentrional dynamique⁶⁵. Fin connaisseur de la Chambre des Communes, où il était entré en 1988, il s'afficha aux côtés de Peter Kilfoyle, ancien député travailliste de Liverpool et fit valoir le changement d'attitude de Heffer, mais ne put trouver d'autres exemples⁶⁶.

Lors des élections à la Chambre des Communes de mai 2015, Sturgeon, qui avait succédé à Salmond, poursuivit dans cette voie. Se targuant d'une grand-mère issue d'une famille ouvrière du Nord de l'Angleterre, elle s'engagea à lutter contre les politiques d'austérité afin de rééquilibrer le Royaume-Uni⁶⁷. Son volontarisme poussa 50 000 habitants du Nord à signer une pétition (« *Take us with you Scotland* »), appelant à une révision de la frontière, selon un tracé allant de la rivière Dee au nord de la rivière Humber, afin de se soustraire à un gouvernement dirigé par des anciens élèves d'Eton. Mais ce type d'initiatives, ainsi que les discours offensifs du SNP, n'étaient pas du goût des députés du Nord, volontiers méprisants à l'égard du nationalisme, certains y voyant une manœuvre destinée à fragiliser les Travaillistes⁶⁸.

Conclusion

Les députés du Nord de l'Angleterre, très actifs contre la dévolution du pouvoir dans les années soixante-dix, ont compris qu'il était devenu impossible de s'opposer aux réformes constitutionnelles écossaises car depuis 1997, elles sont considérées comme des émanations de la volonté du peuple, et non plus comme des calculs politiques. Le référendum d'autodétermination est apparu comme un autre tournant, la poursuite de la dévolution étant moins menaçante que la création d'un État délimité par une véritable frontière. Leurs arguments présentent de nombreuses similitudes, au-delà de leur appartenance partisane et de leur degré de proximité avec l'Écosse. Ils défendent les forces centrifuges qui ont finalement prévalu en 2014.

Cependant, ces députés ont dû s'adapter au nouveau contexte politique à l'issue de ce référendum. D'une part, le SNP, arrivé en tête à tous les scrutins, constitue la voix de l'Écosse. Il critique les politiques d'austérité du gouvernement britannique, tout en refusant d'utiliser les nouvelles compétences fiscales dévolues, du moins jusqu'en 2017. « Londres » fait figure de bouc-émissaire. Cette détermination implacable, qui aurait pu susciter l'adhésion des députés du Nord, les éloigne dans la pratique car elle alimente les revendications indépendantistes, jamais éteintes, notamment dans la perspective du Brexit. En effet, en juin 2017, Sturgeon a simplement reporté son projet de second référendum d'autodétermination, sans y renoncer. D'autre part, les branches des partis britanniques tentent d'affirmer leur autonomie. Les Travailleurs, jaloux de leurs prérogatives, dans l'espoir de reconquérir le terrain perdu au SNP, ont peu apprécié, en 2016, la nomination de David Anderson, député du Nord de l'Angleterre, au poste de porte-parole pour l'Écosse au sein du Cabinet fantôme, car il avait appelé à la suppression de la formule Barnett et n'écartait pas un accord avec le SNP. Mais ce mandat a pris fin en juin 2017. Par contre, les Conservateurs écossais, en progression en Écosse pour la première fois depuis 1997, n'hésitent plus à prôner des réformes d'inspiration anglaise, telle l'élection directe de maires ou présidents de collectivités territoriales chargés de dynamiser l'économie⁶⁹. Majoritaires dans les circonscriptions jouxtant la frontière, ils apportent un soutien sans réserve aux initiatives transfrontalières et demeurent vigilants à l'égard des velléités indépendantistes du SNP⁷⁰. Cependant, dans le même temps, la gestion du Brexit par le gouvernement britannique incite ces branches écossaises à se focaliser sur les intérêts de leur nation, ce qui ne les rapproche guère des élus du Nord.

Annexes : Tableaux

Tableau 1 : Dépenses publiques par habitant, 1969-1974 (livres sterling)

	Nord-Ouest	Écosse
Commerce, industrie, emploi	24	39
Capitiaux pour industries nationalisées	23	31
Logement	28	44
Éducation, bibliothèques, sciences et arts	60	71
Santé et services sociaux à la personne	49	57

Source : Richard Wainwright, HC, *Hansard*, 16 décembre 1976.

Tableau 2 : Dépenses publiques identifiables par habitant, 1999-2000 (indices, Royaume-Uni=100)

	Nord-Est	Nord-Ouest	Yorkshire & Humberside	Écosse
Logement	57	90	71	176
Santé	102	100	98	119
Éducation	100	101	96	126

Source: ADAMS John, ROBINSON Peter, *Devolution in Practice*, Londres, IPPR, 2002, p. 158.

Tableau 3 : Dépenses publiques identifiables par habitant, 2014-2015 (livres sterling)

	Nord-Est	Nord-Ouest	Yorkshire and the Humber	Écosse	Royaume-Uni
Logement	169	105	117	337	165
Santé	2152	2145	2012	2160	2069
Éducation	1275	1313	1300	1440	1307
Total	9347	9197	8660	10374	8913

Source: HM TREASURY, *Country and Regional Analysis*, Londres, Stationery Office, novembre 2015, p. 36.

Tableau 4 : Évolution du PIB par habitant, 1966-2012 (indices : Royaume-Uni=100)

	Nord puis Nord-Est	Nord-Ouest	Yorkshire&Humberside	Écosse
1966	91	94,5	97,8	91,5
1976	95,6	96,4	94	98,6
1987	89,2	92,1	92,4	93,9
1990	86,9	90,8	91,1	94,2
2012	75,9	85,1	81,6	98,6

Source : SMITH David, *North and South*, Harmondsworth, Penguin, 1994, p. 129. MCCRONE Gavin, *Scottish Independence*, Édimbourg, Birlinn, 2013, p. 7.

Tableau 5 : Comparaison entre régions et nations de quelques indicateurs socio-économiques, 2014-2016

	Nord-Est	Nord-Ouest	Yorkshire and the Humber	Écosse	Royaume-Uni
Population (millions) 2014	2,619	7,133	5,360	5,328	64,6
PIB par habitant (£) 2014	18 216	21 011	19 863	23 102	24 958
Taux de chômage(%) 2016	6,8	5,1	5,9	4,6	4,9

Taux d'activité (%) 2016	71,1	72,8	72,9	74	74,5
Salaire hebdomadaire (£) 2015	484,8	492	480,5	527	527,7
Prix des maisons (£, arrondis)	127 000	151 000	152 000	145 000	219 000
Création d'entreprises	136 000	532 000	382 000	340 000	5,3 millions

Source : RHODES Chris, WARD Matthew, *Regional and Country Economic Indicators*, Londres, House of Commons briefing paper, 2016, p. 4-5.

Tableau 6 : Proportion d'électeurs frontaliers approuvant les questions posées lors des divers référendums

	Cumbria	Northumberland	Angleterre	Borders	Dumfries & Galloway	Écosse
1975, maintien dans la CEE	71,9	69,2	68,7	72,3	68,2	58,4
2016, maintien dans l'UE	39,9	45,9	46,6	58,5	53,1	62
1979, dévolution				40,3	40,3	51,6
1997, dévolution				62,8	60,7	74,3
1997, dévolution (pouvoirs fiscaux)				50,7	48,8	63,5
2014, indépendance				33,4	34,3	44,7

Source : auteur

Tableau 7 : Composition socio-économique des circonscriptions frontalières, 1971-2017

%		Penrith and the Border	Hexham	Berwick-upon-Tweed	Dumfriesshire, Clydesdale, Tweeddale	Berwickshire, Roxburgh, Selkirk	Berwick and East Lothian (-1979)	Grande-Bretagne
Propriétaires-occupants	1971	49,9	45,2	32,7	33,3	33,8	25,6	50
	1981	58,2	56,5	37,3	42,1	32,7		57
	1991	71,9	69,1	54,6	58,7	49,3		66,4
Classe moyenne	1971	36,6	40,9	32,7	34,3	33,3	32,8	36
	1981	45	53,8	39,2	40	37,7		45,1
	1991	54,3	62,7	48,9	48,1	42,5		56,4

Taux chômage (allocataires)	1987	6,3	5,7	9,7	9,4	7,3		9,5
	1997	2,1	2,3	3,8	4	2,3		6,1
	2017	1,1	1,4	2,3	1,9	2,6		2,6

Note : Dumfriesshire s'appelait Dumfries jusqu'en 2001 ; Berwickshire était autrefois Roxburgh, Selkirk and Peebles (1971-1979), puis Roxburgh and Berwickshire (1983-2001).

Sources : BUTLER David & KAVANAGH Dennis, *The British General Election of October 1974*, Basingstoke, Macmillan, 1975, p. 300-322, BUTLER David & KAVANAGH Dennis, *The British General Election of 1997*, Basingstoke, Macmillan, 1997, p. 261-288, WALLER Robert, *The Almanach of British Politics*, Londres, Routledge, 1991, 718 p., WALLER Robert & CRIDDLE Byron, *The Almanach of British Politics* (Londres, Routledge, 1996). ; POWELL, Andrew, BROWN, Jennifer, MCGUINNESS, Feargal, *People Claiming Unemployment Benefits by Constituency* (Londres, House of Commons library, 2017), pp. 14-32.

Tableau 8 : Comparaison d'indicateurs socio-économiques autour de la frontière anglo-écossaise (collectivités territoriales), 2013

	Cumbria	Northumberland	Dumfries&Galloway	Scottish Borders	Grande-Bretagne
Population	499 800	316 000	148 100	113 200	61,4 millions
Taux de chômage (%)	6,1	6,2	8	5,9	7,9
Proportion de retraités (%)	26,5	21,7	25,4	21,7	16,4
Proportion de personnes sans diplômes	10,6	9,5	12,2	9,9	10,6
Salaire hebdomadaire (£)	481,4	465,2	419,6	449,5	508
Proportion d'emplois dans le tourisme (%)	12,7	11,6	10,4	8,7	8,2

Source: SHAW Keith, BLACKIE Jonathan, ROBINSON Fred, HENDERSON Graeme, *Borderlands. Can the North East and Cumbria Benefit from Greater Scottish Autonomy?* (Université de Northumbria, St Chad's College Durham, IPPR North, juillet 2013), p. 31.

Tableau 9 : Débats à la Chambre des Communes sur des questions constitutionnelles analysés dans cet article

Texte examiné	Deuxième lecture	Motion de « guillotine »	Troisième lecture	Lecture finale	Autres débats
---------------	------------------	--------------------------	-------------------	----------------	---------------

Livre blanc Our <i>Changing Democracy</i>					19/01/76
<i>Scotland and Wales Bill</i>	13 16/12/76	au 22/02/77			
<i>Scotland Bill 1978</i>	14/11/77	16/11/77, 28/03/79	22/02/78	6/07/78	
<i>Referendums (Scotland and Wales) Bill</i>	21/05/97	3-4/06/97	30-31/07/97		
<i>Scotland Bill 1998</i>	12-13/01/98		19/05/98	11-12/11/98	
<i>Scottish Adjacent Waters Boundaries Order</i>					23/03/99
<i>Scotland Bill 2012</i>	27/01/11		21/06/11	24/04/12	
<i>Scotland Bill 2016</i>	8/06/15		9/11/15		
<i>Scotland Bill 1998 (Modification of Schedule 5) Order 2013</i>					15/01/13
<i>Standing Order n°24/2015</i>					16/12/04, 7, 15/07/15, 22/10/15
Indépendance					6/02/14, 4/03/14
Brexit					25, 31/10/16, 8/02/17

Source : HC, *Hansard*.

Edwige Camp-Pietrain est professeur de civilisation britannique. Ses recherches portent sur la vie politique, les institutions et les politiques publiques dans l'Ecosse contemporaine. Elle est notamment l'auteure de *L'Ecosse et la tentation de l'indépendance*. Le référendum d'autodétermination de 2014 (Septentrion, 2014) et *L'Impossible indépendance écossaise ?* (Atlande, 2014).

BIBLIOGRAPHY

Adams, John & Robinson, Peter, *Devolution in Practice* (Londres, IPPR, 2002).

Bogdanor, Vernon, *Devolution* (Oxford, Oxford University Press, 1979).

Bryant, Christopher, *The Nations of Britain* (Oxford, Oxford University Press, 2006).

- Butler, David & Kavanagh, Dennis, *The British General Election of October 1974* (Basingstoke, Macmillan, 1975).
- Butler, David & Kavanagh, Dennis, *The British General Election of 1997* (Basingstoke, Macmillan, 1997).
- Commission on the Constitution, *Report*, vol. 1 et 2 (Londres, HMSO, 1973).
- Devlin, Kate, « New 'Carlisle' Principle to Ensure other Parts of the UK do not 'lose out' by Scottish Devolution », *The Herald*, 20 avril 2015, p. 6.
- Geoghegan, Peter, *The People's Referendum* (Édimbourg, Luath Press, 2015).
- Guthrie, Roger & McLean, Iain, « Another Part of the Periphery: Reactions to Devolution in an English Development Area », *Parliamentary Affairs* 31:2 (1978), pp. 190-200.
- Heffer, Eric, « Devolution and the Labour Party », *New Statesman* 90:2335, 19 décembre 1975), pp. 777-778.
- Herald, « People of Berwick Want to be Scottish Again », 18 février 2008, p. 6.
- Herald, « UKIP Claims Berwick would become 'new Calais' if Scotland gets independence », 9 août 2016.
- HM Treasury, *Country and Regional Analysis* (Londres, Stationery Office, novembre 2015).
- House of Commons (HC), *Hansard*, 1976-2017 (voir tableau 8).
- House of Commons Scottish Affairs Committee, *Our Borderlands-Our Future. Final Report*, HC 571 (26 mars 2015).
- Mackintosh, John, *The Devolution of Power, Local Democracy, Regionalism and Nationalism* (Londres, Penguin, 1968).
- McCrone, Gavin, *Scottish Independence*, Édimbourg, Birlinn, 2013.
- Office of the Lord President of the Council, *Devolution: the English Dimension* (Londres, HMSO, 1976).
- Osmond, John, *The Divided Kingdom* (Londres, Constable, 1988).
- Pidd, Helen, « Alex Salmond Tries to Woo Liverpool with Help from a Labour Heavyweight », *The Guardian*, 18 juillet 2014.
- Powell, Andrew, Brown, Jennifer & McGuinness, Feargal, *People Claiming Unemployment Benefits by Constituency*, briefing paper n°7947 (Londres, House of Commons library, 2017).
- Rhodes, Chris & Ward, Matthew, *Regional and Country Economic Indicators*, briefing paper n°6924 (Londres, House of Commons library, 24 octobre 2016).
- Salmond, Alex, *New Statesman lecture*, Londres, 5 mars 2014,
<http://www.newstatesman.com/politics/2014/03/alex-salmonds-new-statesman-lecture-full-text>, consulté le 26 octobre 2016.
- Sandford, Mark & Hetherington, Peter, « The Regions at the Crossroads : the Future for Sub-National Government in England », in Alan Trench (dir.), *The Dynamics of Devolution* (Exeter, Imprint Academic, 2005), pp. 91-116.
- Shaw, Keith, « 'Our Friends in the North' : Responses to the Independence Debate in the North East and Cumbria », *Scottish Affairs* 23:3 (2014), pp. 396-406.

Shaw, Keith, « 'Take Us With You Scotland' ? Post-Referendum and Post-Election Reflections from the North East of England », *Scottish Affairs* 24:4 (2015), pp. 452-462.

Shaw, Keith, Blackie, Jonathan, Robinson, Fred & Henderson, Graeme, *Borderlands. Can the North East and Cumbria Benefit from Greater Scottish Autonomy ?* (Université de Northumbria St Chad's College Durham, IPPR North, juillet 2013).

Smith, David, *North and South. Britain's Economic, Social and Political Divide* (Harmondsworth, Penguin, 1994 (1989)).

Scottish National Party, *Stronger for Scotland* (Édimbourg, 2015).

Stewart, Rory, *The Marches* (Londres, Jonathan Cape, 2016).

The Times, « Regional Government Options for the North », 23 mai 1978, p. 3.

Waller, Robert, *The Almanach of British Politics* (Londres, Routledge, 1991 (1983), 4^e édition).

Waller, Robert & Criddle Byron, *The Almanach of British Politics* (Londres, Routledge, 1996, 5^e édition).

NOTES

1. Nous adoptons une définition large du Nord, englobant les régions Nord-Est, Nord-Ouest et Yorkshire, afin d'obtenir un échantillon suffisant de députés prenant part aux débats.
2. HC, *Hansard*, 16 décembre 1976, col. 1735-1876.
3. *Idem*.
4. HC, *Hansard*, 22 février 1978, col. 1445-1605.
5. HC, *Hansard*, 14 décembre 1976, col. 1249-1486.
6. Office of the Lord President of the Council, *Devolution : the English Dimension* (Londres, HMSO, 1976), paragraphes 24, 35. HC, *Hansard*, 13 décembre 1976, col. 974-1150.
7. Cette formule, inventée en 1977 par Joel Barnett, premier secrétaire du Trésor britannique, est en vigueur depuis les débuts de la dévolution en 1999. Lors de chaque hausse, par un ministère britannique, d'une dépense publique en faveur de l'Angleterre, dans un domaine dévolu à l'Écosse, le Parlement écossais reçoit une proportion fixe (environ 10%) de cette hausse. Cette proportion, relativement surestimée au regard de la part de la population écossaise dans la population britannique (moins de 9%), peut ensuite être librement affectée par les élus écossais.
8. En 1998, le Parlement écossais pouvait moduler le seul taux de base de trois points (option jamais activée); en 2012, cette possibilité a été portée à dix points pour les trois taux ; en 2016, les taux et les tranches ont été dévolus.
9. HC, *Hansard*, 27 janvier 2011, col. 519.
10. HC, *Hansard*, 8 juin 2015, col. 55.
11. HC, *Hansard*, 22 février 1977.
12. *Idem*.
13. HC, *Hansard*, 9 novembre 2015, col. 145.
14. HC, *Hansard*, 4 mars 2014, col. 216-218.
15. *Idem*, col. 218.
16. *Idem*, col. 216.
17. *Idem*, col. 218, 9 novembre 2015, col. 142. Stevenson s'était par ailleurs réjoui d'une possible restriction du champ d'action de l'État en Écosse, HC, *Hansard*, 27 janvier 2011, col. 506.
18. HC, *Hansard*, 14 décembre 1976. Il redoutait même le soutien de la France, par analogie avec le Québec. HC, *Hansard*, 14 novembre 1977, col. 43.

19. HC, *Hansard*, 22 février 1978.
20. HC, *Hansard*, 22 février 1977. Par contre, Heffer, tenté par la mise en avant du rejet d'une unité écossaise fondée sur des critères ethniques, dut y renoncer, car le SNP veillait à évoquer le peuple d'Écosse, reposant sur le droit du sol.
21. HC, *Hansard*, 21 mai 1997.
22. HC, *Hansard*, 4 mars 2014, col. 213.
23. Eric Heffer, « Devolution and the Labour Party », *New Statesman*, 19 décembre 1975, p. 778.
24. HC, *Hansard*, 14 novembre 1977.
25. HC, *Hansard*, 22 février 1977.
26. HC, *Hansard*, 22 février 1978.
27. Vernon Bogdanor, *Devolution* (Oxford, Oxford University Press, 1979), p. 207.
28. HC, *Hansard*, 22 février 1978.
29. Formulé par Cameron, Nick Clegg et Ed Miliband, il promettait une poursuite de la dévolution en cas de rejet de l'indépendance. Les leaders des principaux partis britanniques s'appuyaient sur des projets déjà élaborés par les branches écossaises de ceux-ci.
30. HC, *Hansard*, 8 juin 2015, col. 976.
31. HC, *Hansard*, 9 novembre 2015, col. 137.
32. Kate Devlin, « New 'Carlisle' Principle to Ensure other Parts of the UK do not 'Lose out' by Scottish Devolution », *The Herald*, 20 avril 2015, p. 6.
33. HC, *Hansard*, 15 janvier 2013, col. 766.
34. Commission on the Constitution, *Report*, vol. 1 (Londres, HMSO, 1973), 1188 ; vol. 2, chapitre 6.
35. John Mackintosh, *The Devolution of Power* (Londres, Penguin, 1968), chapitre 9.
36. HC, *Hansard*, 22 février 1977, 22 février 1978. Plus modestement, le gouvernement britannique fit bénéficier le Nord de conseils régionaux du *National Enterprise Board*, du siège social de British shipbuilders et d'une hausse des dépenses publiques. GUTHRIE Roger, MCLEAN Iain, « Another Part of the Periphery : Reactions to Devolution in an English Development Area », *Parliamentary Affairs* 31:2 (1978), p. 198.
37. The Times, « Regional Government Options for the North », 23 mai 1978, p. 3.
38. John Osmond, *The Divided Kingdom* (Londres, Constable, 1988), p. 14.
39. Christopher Bryant, *The Nations of Britain* (Oxford, Oxford University Press, 2006), p. 219.
40. Mark Sandford, HETHERINGTON Peter, « The Regions at the Crossroads : the Future for Sub-National Government in England », in Alan TRENCH (dir.), *The Dynamics of Devolution* (Exeter, Imprint Academic, 2005), p. 96.
41. HC, *Hansard*, 27 janvier 2011, col. 505.
42. HC, *Hansard*, 8 juin 2015, col. 976, 990.
43. HC, *Hansard*, 22 février 1978.
44. HC, *Hansard*, 15 juillet 2015, col. 1040.
45. HC, *Hansard*, 7 juillet 2015, col. 223.
46. HC, *Hansard*, 22 octobre 2015, col. 1123.
47. HC, *Hansard*, 25 octobre 2016, Hannah Bardell et Tasmina Ahmed-Sheikh, col. 94, 98.
48. HC, *Hansard*, 31 octobre 2016, col. 583.
49. HC, *Hansard*, 8 février 2017, col. 508 (examen en commission du *EU (Notification of Withdrawal) Bill*).
50. *Idem*, col. 817.
51. Ils ne votent pas non plus pour le UKIP, même en 2015, lorsque 10 % des électeurs des trois sièges frontaliers anglais se sont laissés séduire. Ainsi, David Coburn, unique député écossais de ce parti (au Parlement européen) a eu un impact limité lorsqu'il a tenté de dénoncer le risque

d'un afflux de migrants à Berwick (par analogie avec Calais) à l'issue du Brexit, si l'Écosse était autorisée à élaborer sa propre politique d'immigration, *The Herald*, 9 août 2016.

52. Keith Shaw, Jonathan Blackie, Fred Robinson & Graeme Henderson, *Borderlands. Can the North East and Cumbria Benefit from Greater Scottish Autonomy?* (Université de Northumbria St Chad's College Durham, IPPR North, juillet 2013), pp. 4.7.

53. David Steel, député de Roxburgh de 1965 à 1983 (il choisit alors Tweddale, Ettrick & Lauderdale) avait co-présidé la Convention constitutionnelle. En tant que président du Parti libéral, il avait eu Beith pour numéro deux de 1985 à 1988. Même chez les conservateurs, Hector Munro, député de Dumfries à partir de 1964, s'était prononcé pour la dévolution jusqu'en décembre 1976, protestant contre la consigne de rejet édictée par Thatcher, avant de s'y conformer jusqu'à son retrait de la Chambre des Communes en 1997.

54. HC, *Hansard*, 12 novembre 1998, col. 573-579.

55. HC, *Hansard*, 4 mars 2014, col. 222.

56. John Mackintosh, *op.cit.*, chapitre 9. Certains sondages réalisés depuis 1999 en mettant en avant les avancées sociales du Parlement écossais vont dans le même sens. *HERALD*, « People of Berwick Want to be Scottish Again », 18 février 2008, p. 6.

57. HC, *Hansard*, 23 mars 1999.

58. Scottish Parliament, *Official Report*, 3 juin 1999, col. 236, Alex Salmond. En 2014, le site indépendantiste Bella Caledonia, a toutefois insinué que les unionistes entendaient ainsi s'emparer d'une partie des ressources pétrolières de l'Écosse.

59. HC, *Hansard*, 4 mars 2014, col. 219.

60. HC, *Hansard*, 15 janvier 2013, col. 766 ; 6 février 2014, col. 468.

61. HC, Scottish Affairs Committee, *Our Borderlands-Our Future. Final Report*, HC 571, 26 mars 2015, 34, 62.

62. HC, *Hansard*, 6 février 2014, col. 468.

63. Peter Geoghegan, *The People's Referendum* (Édimbourg, Luath Press, 2015, p. 61). Le nombre de personnes ayant participé est estimé à quelques dizaines de milliers.

64. HC, *Hansard*, 19 janvier 1976, col. 925-1076.

65. Alex Salmond, *New Statesman lecture*, Londres, 5 mars 2014, <http://www.newstatesman.com/politics/2014/03/alex-salmonds-new-statesman-lecture-full-text>.

66. Anas Sarwar, numéro deux des Travaillistes écossais, s'est rendu dans des villes anglaises. Helen Pidd, « Alex Salmond Tries to Woo Liverpool with Help from a Labour Heavyweight », *The Guardian*, 18 juillet 2014; Keith Shaw, « 'Our Friends in the North': Responses to the Independence Debate in the North East and Cumbria », *Scottish Affairs*, vol. 23, n°3, 2014, p. 404.

67. SCOTTISH NATIONAL PARTY, *Stronger for Scotland* (Édimbourg, 2015), p. 12.

68. Keith Shaw, « 'Take Us With You Scotland'? Post-Referendum and Post-Election Reflections from the North East of England », *Scottish Affairs* 24:4 (2015), p. 456.

69. SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, *Forward, Together* (Édimbourg, 2017), p. 27.

70. Voir l'ouvrage de Rory Stewart, *The Marches* (Londres, Jonathan Cape, 2016), livre 2.

ABSTRACTS

Since the 1970s, Scottish constitutional issues have been on the agenda in the UK, first with the devolutionary process then with the referendum on Scotland's independence. MPs from the

North of England have criticized these developments while proving unable to stop them. This paper, mostly based on their speeches during parliamentary debates held on these topics, aims at mapping out their changing arguments over four decades.

Depuis les années soixante-dix, les questions constitutionnelles écossaises occupent le devant de la scène au Royaume-Uni, d'abord avec le processus de dévolution, puis avec le référendum sur l'indépendance de l'Écosse. Les députés du Nord de l'Angleterre à la Chambre des Communes critiquent ces perspectives, tout en étant incapables de les empêcher. Cet article, fondé principalement sur l'étude de leurs discours lors de débats parlementaires consacrés à ces sujets, vise à mettre en évidence l'évolution de leurs arguments au cours de quatre décennies.

INDEX

Keywords: North, England, Scotland, devolution, independence

Mots-clés: Nord, Angleterre, Ecosse, dévolution, indépendance

AUTHOR

EDWIGE CAMP-PIETRAIN

Laboratoire CALHISTE (EA4343), Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis